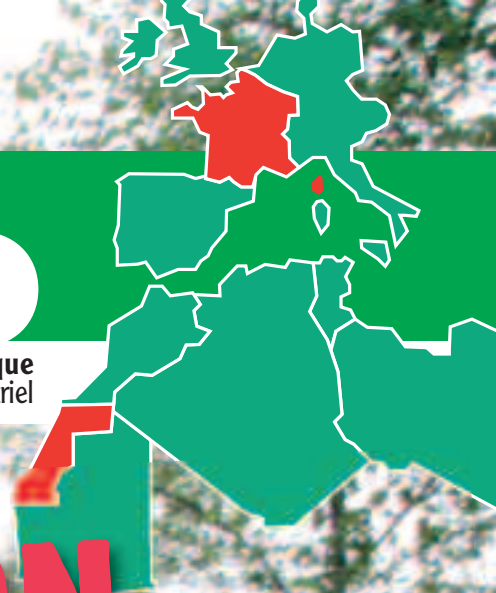


# Sahara Info

Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique  
numéro 143 – avril mai juin 2008 – 3,50 € – trimestriel



## PAS D'UNION DU MAGHREB SANS LES SAHRAOUIES !

La question du Sahara occidental serait-elle de retour dans les préoccupations de l'Assemblée nationale française alors que la négociation Maroc-Polisario démarrée en 2007 est à la peine ?

Deux réunions ont déjà eu lieu à l'Assemblée cette année.

Celle de janvier invitée par le député de Seine-Maritime, Jean-Paul Lecoq, très attaché à défendre le droit à l'autodétermination du Peuple sahraoui, qui ne manque jamais de le faire savoir dans l'enceinte de l'Assemblée ou à la Commission des Affaires Etrangères.

Celle d'avril invitée par le député des Yvelines, Monsieur Jacques Myard avec l'association « *Nation et République* » où fut projeté le documentaire de Jean Lamore sur les campements sahraouis.

Ces deux premiers rendez-vous ont favorisé des échanges d'informations et ont rappelé l'ancienneté d'un conflit et la souffrance d'un peuple qui ne demande que la stricte application de son droit. Ils ont appelé d'autres initiatives. Par exemple, la députée des Hauts de Seine, Jacqueline Fraysse a largement fait état dans le bulletin adressé aux citoyens de sa circonscription, de la situation au Sahara occidental avec un écho de la réunion de janvier à l'Assemblée. (suite page 2)

La présence nombreuse des Sahraouis au défilé parisien du 1<sup>er</sup> mai, 300 personnes, travailleurs, femmes et nombreux jeunes, comme au rassemblement du 28 mai à Paris en soutien aux prisonniers politiques témoigne de la vitalité de la communauté sahraouie en France.

Les jeunes de l'immigration sont attentifs à ce qui se passe au Sahara occidental et sont solidaires de leurs compatriotes et veulent le faire savoir.

## Édito suite

Plus récemment le groupe communiste a demandé la création d'un groupe d'étude sur le Sahara occidental, refusé jusqu'à maintenant. Face à ce refus, le groupe socialiste vient de renouveler la demande, manifestant par là tout son intérêt à ce qu'un groupe de députés travaille de manière plus régulière sur cette question, contribue à apporter une expertise à l'Assemblée et à peser sur la recherche d'une solution politique conforme au droit international.

On ne peut qu'espérer une réponse positive de la Présidence alors que les deux principaux groupes de l'opposition ont souhaité la création d'un tel groupe !

Le Président de la République, à Beyrouth, il y a quelques jours, entouré des principaux leaders des partis politiques français n'a-t-il pas affirmé que « *tout pays a droit à l'indépendance* ».

La conférence parlementaire à dimension européenne invitée ce 19 juin 2008, au Palais Bourbon par un groupe de plusieurs députés emmenés en particulier par Jean-Paul Lecoq et François Loncle est dans cet esprit un événement important qui devra dire le droit et peser en faveur d'un processus de négociations respectueux du droit à l'autodétermination, droit inaliénable pour tout ancien peuple colonisé comme le fut et l'est encore le peuple sahraoui.

A la veille de la Présidence française de l'Union, c'est un message européen qui devra être délivré dans l'enceinte de l'Assemblée française.

**Régine Villemont,**

**Secrétaire générale de l'AARASD**

## Sommaire

**p 1** Édito

**p 2 à 4** Mohamed Sidati,  
le plus européen des Sahraouis

**p 5** Manhasset IV

**p 6** Sahara occidental, chronique ordinaire  
résistances et répressions

**p 7** Une solidarité tout azimuth !

**p 7 et 8** Voyage Solidaire d'avril 2008  
Comité de la Sarthe AA-RASD

# Mohamed Sidati, le plus Européen des Sahraouis !



Ministre conseiller délégué pour l'Europe, membre du Secrétariat National du Front Polisario, Mohamed Sidati, « *Sidati* » pour ses familiers, arpente inlassablement les couloirs de Bruxelles ou de Strasbourg, ceux de la commission et connaît mieux que bien des européens les arcanes de l'Union. Une conversation à bâtons rompus permettra aux lecteurs de Sahara Info de mieux le connaître et d'apprécier à travers son engagement le rôle de l'Europe dans la résolution du conflit sahraoui.

**Européen et francophile, réputé parmi les siens pour sa poésie, Mohamed Sidati est d'abord un sahraoui patriote qui a consacré sa vie à la lutte pour l'indépendance.** « *Depuis ma tendre jeunesse, j'ai pensé à libérer le Sahara occidental* », nous confie-t-il avec retenue.

Aussi pour mieux comprendre la création du Polisario en 1973 et son contexte historique, et célébrer avec les Sahraouis ce 35<sup>e</sup> anniversaire, nous avons demandé à Mohamed Sidati qui en a parcouru toutes les étapes, d'être notre « *guide* » en évoquant son propre parcours qui comme c'est le cas de bien des hommes et des femmes de cette génération se confond avec celui du Polisario.

1973, le Sahara occidental est encore espagnol, soumis à la volonté d'une métropole toujours franquiste qui ne semble pas très bien comprendre les transformations du monde et tout particulièrement la volonté d'émancipation des peuples colonisés depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

**« Depuis ma tendre jeunesse, j'ai pensé à libérer le Sahara occidental »**

Au Sahara occidental, la première rupture a été celle de l'opération Écouvillon en 1958, où l'intervention conjointe de la France et de l'Espagne contre les premiers résistants sahraouis ont conduit nombre d'entre eux à quitter le Sahara espagnol

et à peu à peu élaborer des stratégies d'émancipation. La famille de Mohamed Sidati était de celles-là qui s'installèrent au sud du Maroc.

**L'autre date retenue par l'histoire sahraouie est celle de la manifestation d'El Aïoun en 1970, sévèrement réprimée par la police et l'armée espagnole,** elle galvanise espoirs et énergie des jeunes sahraouis. La disparition du principal leader, Bassiri et la gravité de la répression leur impose d'envisager d'autres solutions plus radicales pour contraindre l'Espagne à partir. Mohamed Sidati a vingt ans, il est étudiant et avec quelques autres rêve à son avenir dans un Sahara libre.

**En 1972, une manifestation organisée à Tan-Tan par les étudiants sahraouis en faveur de l'indépendance est brutalement réprimée par la police marocaine,** les étudiants arrêtés sont torturés. Ils comprennent mieux ainsi que le Maroc ne les soutiendra pas et qu'ils doivent s'organiser eux-mêmes.

Quand Sidati se souvient, c'est d'abord cette date qu'il évoque, souvenir d'une arrestation douloureuse, rupture puis, engagement pour la lutte armée qui, chacun doit à ce moment là le ressentir, est irréversible. « *Je me souviens aussi d'El Ouali, mon bon camarade, si proche, si visionnaire, mort un 9 juin et dont l'absence nous pèse toujours* ».

**Quelques mois plus tard en mai 1973, le Front Polisario est créé s'appuyant en particulier sur ce noyau d'étudiants nationalistes.**

Engagement politique et études universitaires pour ces jeunes sahraouis qui vont en Europe pour poursuivre des cursus commencés au Maroc et connaître le monde en mouvement.

Mohamed Sidati par exemple commence en 1973 à Grenoble un doctorat d'économie mais quitte la France dès 1975 quand le Maroc envahit son pays. « *J'ai comme tous mes camarades à l'époque tout abandonné !* » « *J'avais choisi la France pour mon doctorat car ce pays à l'époque représentait tout pour moi ! L'Espagne c'était l'obscurantisme, le pays qui avait chassé mes parents, alors que la France c'était la révolution française, une culture qui nous était familière et que nous admirions et puis en 1973 nous étions très près de mai 68 qui nous avait tant enthousiasmé quelques années plus tôt et qui nous avait permis de nous positionner politiquement tout en respectant le caractère de « front » du Polisario.* »

### **« J'ai comme tous mes camarades à l'époque tout abandonné ! »**

A l'évocation de ces premières années de lutte pour l'indépendance où Sidati reconnaît y avoir consacré toutes ses énergies, il ne regrette qu'une chose celle de ne pas avoir disposé d'assez de temps pour davantage se consacrer à la poésie et à l'écriture !

**Aujourd'hui c'est en Europe qu'il déploie son activité !** Son terrain d'action, les couloirs du Parlement, les bureaux de la commission où toujours il faut convaincre, réveiller les parlementaires... et entretenir le dialogue avec les institutions européennes. Comme aux Nations-Unies, la diplomatie marocaine est active à Bruxelles, avec de gros moyens avec toujours en ligne de mire la réduction de l'aide alimentaire européenne, ultime moyen de pression contre une population réfugiée.

**Pourquoi l'Europe ?** Mohamed Sidati avec le Polisario donnent une grande importance à l'Europe dans la résolution du conflit. Proximité géographique, présence des États les plus impliqués dans la sous-région du Maghreb, l'Union est en même temps le grand pourvoyeur d'aides publiques au Maroc à travers un accord d'association très actif.

Aussi il regrette la timidité négligente de l'Union qui ne fait pas jouer avec cet accord d'association les clauses relatives au respect des droits de l'homme et aux progrès de la démocratisation.



« *Une action énergique de l'Europe au nom de ses valeurs de justice et de démocratie pourrait contribuer à la protection des militants sahraouis réprimés, torturés, victimes de procès inéquitables. L'accord de partenariat privilégié qui est désormais à l'ordre du jour et pour lequel la future présidence française va beaucoup peser n'est-il pas dans un tel contexte une insulte aux valeurs que l'Europe prétend défendre ?* »

**Sidati revient aussi sur les accords de pêche entre Europe et Maroc qui estime t-il lèsent gravement les intérêts des Sahraouis en favorisant la pêche sans limite au large des côtes du Sahara au bénéfice à court terme des sociétés marocaines.**

Cependant il se félicite des nuances qui existent au sein de l'Union et rappelle le vote de seize pays européens à l'Assemblée générale des Nations-Unies de 2006 en faveur de la résolution appelant à l'application de l'autodétermination. Avec ce vote, des États, comme le Royaume-Uni, la Grèce, l'Allemagne ou l'Italie, adoptaient une position courageuse se démarquant de l'Espagne et de la France qui traditionnellement donnent le « la » pour tout ce qui

regarde les relations Maghreb-Europe. Dans cet esprit Sidati trouve positif la résolution votée ce 5 juin 2008, au Parlement européen. Le Parlement vient en effet de discuter en ce début de juin de la prochaine conférence euro-méditerranéenne qui doit se tenir le 13 juillet à l'initiative de la présidence française. Dans ce texte adopté ce 5 juin, un item a clairement rappelé la nécessité de régler le problème du Sahara occidental par l'autodétermination. Message très important adressé tant à la France qu'au Maroc et à tous les pays intéressés à cette réunion !

**Le message à la France, Mohamed Sidati souhaite le répéter inlassablement à travers notre journal !**

« *Le Peuple Sahraoui est une réalité qui ne peut être contournée et qui comme les autres peuples est une composante du Maghreb dont l'intégration ne pourra pas se faire sans lui. La seule question qui mérite d'être posée aujourd'hui alors que des négociations sont engagées depuis un an avec le Maroc est celle de l'autodétermination des Sahraouis et la discussion sur sa mise en œuvre. C'est d'abord pour des raisons d'éthique, pour également respecter le droit et la légalité, cette exigence ne devrait pas être sous-*

# Les nouvelles de la RASD

## 04.03.2008 Grande-Bretagne

En réponse à une question du parlementaire Mark Williams au sujet des atteintes aux droits humains au Sahara occidental occupé, le ministre britannique des Affaires étrangères Kim Howells a répondu que la Grande-Bretagne était préoccupée par la situation, qu'il en avait discuté avec son homologue marocain et que ce thème faisait l'objet de contacts réguliers avec les autorités marocaines.

## 10.03.2008 Appel de WSRW

### (Western Sahara Resource Watch)

Arrêtez immédiatement l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental !

## 11.03.2008 Les coûts du conflit

L'occupation militaire du Sahara occidental a coûté au Maroc 31 milliards de dollars depuis 1975, soit 2 % du PIB du royaume, pour entretenir et équiper une armée de 360 000 hommes, dont 130 000 à 160 000 sont toujours sur place, selon l'économiste marocain indépendant Fouad Abdelmoumi, qui ajoute 25 autres milliards de dollars de dépenses civiles, soit 1 % du PIB, et les pertes dues à la non-réalisation d'un bloc commercial maghrébin, que l'économiste estime à 1,5 % du PIB. Le coût du conflit du Sahara occidental affaiblit selon lui de 1 % à 2 % la croissance économique annuelle du Maroc, dont le PIB par habitant pourrait être aujourd'hui à 7 700 \$, plutôt qu'à 1 500 \$.

## 11.03.2008 Maroc – Mauritanie

Le quotidien mauritanien El Houria a révélé l'existence d'un vaste réseau d'immigration clandestine de Mauritanien vers le Sahara occidental, orchestré par les autorités marocaines aidées par quelques administrateurs véreux. Les autorités marocaines, ajoute le quotidien Le Jour d'Algérie, versent des sommes d'argent à ces ressortissants mauritaniens en contrepartie de leur accord pour s'installer dans les territoires sahraouis occupés et se faire passer pour des Sahraouis.

## 22.03.2008 La colonne des mille

En signe de solidarité et pour exiger un référendum d'autodétermination, une chaîne humaine d'environ 2 500 personnes (2 km) a été formée à quelques centaines de mètres du mur de la honte.

## 27.03.2008 Phosphates

Le Maroc produit annuellement 29 millions de tonnes de minerai, dont 45-50 % sont exportés. La production du Sahara occidental est inclus dans ces 29 millions à hauteur de 10 %.

## 30.03.2008 Situation alimentaire

Nouvel appel d'aide du Croissant rouge sahraoui. Le quota alimentaire pour avril n'est pas couvert et il n'y a toujours aucun stock de réserve.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est engagé auprès du ministère algérien des Affaires étrangères à apporter une assistance alimentaire de 32,5 millions de dollars US, pour couvrir les besoins de base de 125 000 réfugiés.

## 12.04.2008 Union européenne

La commissaire européenne aux relations extérieures et la politique de voisinage, Benita Ferrero-Waldner, a affirmé dans un entretien au quotidien

*estimée par un pays comme la France, c'est enfin de manière plus concrète au bénéfice de son intérêt si la diplomatie française accepte le pari d'une vision plus globale, plus large de ses relations avec un Maghreb intégré ayant réussi à faire triompher le droit. »*

## « Le peuple sahraoui est attaché à son droit comme à l'air qu'il respire »

Cette réalité du Peuple sahraoui, Sidati l'a retrouvée cette année à l'occasion du 12<sup>e</sup> Congrès du Polisario et plus récemment en mai pendant la célébration du 35<sup>e</sup> anniversaire.

*« Le peuple sahraoui est attaché à son droit comme à l'air qu'il respire, j'ai trouvé à Tifariti dans nos territoires libérés un peuple uni, mobilisé, des milliers de jeunes combattants venus des régions militaires ont témoigné par leur ardeur dans les défilés de la relève générationnelle, non le Polisario n'est pas un mouvement vieilli ! gare à ceux qui continuent à le nier, notre volonté à défendre notre droit par tous les moyens légitimes à notre portée est de plus en plus d'actualité. »*

*Le message de Tifariti doit être également mieux entendu par les Nations-Unies et surtout par son médiateur, envoyé spécial du Secrétaire général, qui a dépassé la ligne jaune !*

**Les négociations engagées avec le Maroc depuis juillet dernier ne doivent pas offrir un boulevard aux propositions marocaines qui refusent toute idée de référendum.** *Le médiateur Van Walsum a gravement contrevenu à son rôle, plus de neutralité, plus de respect de la légalité internationale au nom du réalisme, il devient urgent de retenir les seules propositions marocaines. Les Nations-Unies doivent redresser le processus de négociations, le Secrétaire général comme le Conseil de sécurité se sont exprimés en ce sens (résolution 1813 qui réaffirme la volonté des Nations-Unies de parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental)*

**Quant à nous, nous ne faisons plus confiance au médiateur Van Walsum pour repartir dans un nouveau round de négociations.**

*« Ce n'est pas de l'intransigeance, simplement l'exigence du respect de notre droit et de notre combat toujours respectueux de la légalité internationale. N'est-ce pas aussi ce qui se passe au Sahara occidental occupé depuis 33 ans par le Maroc ? Les Sahraouis restés là-bas, ceux qui depuis y sont nés n'ont jamais cessé de s'opposer à la présence marocaine. Depuis mai 2005, un cycle répressif, résistance rythme la vie quotidienne des principales villes du Sahara. Les rapports des organisations des droits de l'homme en témoignent, Amnesty, HWR, les Sahraouis expriment pacifiquement leur ferme volonté à s'autodéterminer et sont durement réprimés par l'occupant marocain qui interdit toute liberté d'expression à quiconque ne défend pas la marocanité du Sahara. Je crois que de votre côté en France vous avez vécu pour votre dernière mission l'expérience de l'expulsion et que vous suivez régulièrement les procès de militants simplement arrêtés pour avoir proclamé ce que proclame la communauté internationale depuis 40 ans ! »*

**Il faut revenir à ce propos au Parlement européen toujours empêché de délégation ad hoc au Sahara occidental par le gouvernement marocain.** *Il semble que le Président du Parlement M. Pottering lors de son dernier passage au Maroc en mai dernier, ait évoqué la question ! Mais il faut maintenir la pression car la décision d'envoyer cette délégation n'est pas encore prise. »*

Cette conversation s'achève sur le sujet de la prochaine conférence parlementaire organisée le 19 juin à Paris au Palais Bourbon à l'initiative d'un groupe de députés français. **Sidati en connaît bien quelques uns, un vieux passage en France comme représentant, et se réjouit d'une telle initiative à la veille de la présidence française de l'Union. Le Parlement français doit davantage peser et ne pas désespérer le peuple sahraoui de l'idée si belle qu'il se fait de la France !**



# Du 16 au 18 mars 2008

## Quatrième cycle de rencontres maroco-sahraouies

# MANHASSET IV

**D'inquiétants bruits de bottes ont précédé le quatrième cycle de rencontre maroco-sahraouie. Le 1<sup>er</sup> mars, le président sahraoui, dans une conférence de presse, dénonçait la politique marocaine de surarmement et le redéploiement des troupes marocaines dans les territoires sahraouis occupés. Il faisait part de son inquiétude au Secrétaire général de l'ONU et au Président du Conseil de sécurité.** Il relevait dans le même temps que les États influents ont reconnu l'indépendance du Kosovo et leur demandait de reconnaître également la RASD.

Le quotidien marocain Assabah confirmait le 10 mars 2008 que d'importantes manœuvres militaires se dérouleraient le 11 mars dans la région d'Aousserd et de Dakhla sous le couvert de la lutte anti-terroriste.

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika déclarait, le 12 mars dans une interview à Reuters, que «les deux parties en présence n'ont pas encore épuisé toutes les possibilités qu'offre la négociation». Celle-ci «doit s'accompagner d'un strict respect du cessez-le-feu instauré par les Nations unies en 1991», car la reprise des hostilités représenterait «une évolution dangereuse et dramatique pour l'ensemble de notre région». Il répétait que «la décolonisation du Sahara occidental n'est pas un casus belli entre l'Algérie et le Maroc, elle relève exclusivement de la responsabilité des Nations unies et du Conseil de sécurité».

Du côté sahraoui, on dénonçait les déclarations d'officiels marocains pour qui «le Maroc n'accepte que l'autonomie et rien d'autre que l'autonomie». Mais on gardait l'espoir qu'un dialogue était possible et qu'une avancée pourrait être réalisée en ce qui concerne les mesures de confiance.

## Réunions

Les pourparlers officiels entre le Maroc et le Polisario ont débuté dans un climat tendu. On retrouvait les mêmes délégations et le même scénario qu'aux rencontres précédentes. Les discussions du 17 ont mis l'accent sur la mise en œuvre

des résolutions 1754 et 1783 du Conseil de sécurité. Le 18, les discussions ont été consacrées au renforcement des mesures de confiance.

Le communiqué final de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental mentionnait, pour masquer l'échec des discussions, les maigres résultats de la rencontre: des discussions sur des sujets thématiques tels que l'administration, la justice et les ressources ainsi qu'un accord entre les parties pour explorer l'instauration de visites familiales par voie terrestre, sans oublier l'engagement des parties à poursuivre les négociations à Manhasset à une date à déterminer d'un commun accord.

## Réactions

Le chef de la délégation du Front Polisario, Mahfoud Ali Beiba, a déploré le rejet par le Maroc de la «quasi-totalité des mesures de confiance» proposées par Van Walsum et le fait que le Maroc continue à poser des «pré-conditions» et à déclarer qu'il n'y a pas d'autre solution en dehors de l'autonomie, conclusions reprises par le ministère sahraoui des Affaires étrangères et le Secrétariat national du Front Polisario.

Ahmed Boukhari a déclaré à Reuters que l'atmosphère générale était mauvaise. Le représentant du Front Polisario à l'ONU a demandé l'aide du Conseil de sécurité pour éviter un nouvel échec des efforts de l'ONU.

Il a précisé que les mesures de confiance «portent sur l'échange de délégations politiques de haut niveau entre les deux parties, le déminage et la constitution de commissions militaires mixtes pour assurer, entre autres choses, le respect du cessez-le-feu». Van Walsum a aussi proposé «l'organisation de séminaires périodiques et réguliers entre les représentants des populations sahraouies pour parler de sujets qui ne soient pas politiques», a ajouté le diplomate sahraoui. Le Front Polisario a aussi voulu «inclure la question des droits de l'homme», a relevé Boukhari, qui précise que «nous sommes prêts à continuer dans le processus et à participer à un cinquième round».

français «*La Croix*», publié le 10 avril, que l'accord sur l'octroi au Maroc d'un «*statut avancé*» pourrait être finalisé sous la présidence française de l'UE, qui débutera en juillet 2008. Le «*statut avancé*» définit les relations entre l'UE et les États frontaliers, dans le cadre de la nouvelle politique européenne de voisinage, instaurant une coopération plus étroite entre l'UE et des pays du sud de la Méditerranée et de l'ex-Union soviétique. Le Front Polisario estime qu'un tel statut doit exiger le respect des droits humains et de la légalité internationale, ce dont le Maroc est très éloigné.

En visite au Maroc les 17 et 18 avril, le Premier ministre français a déclaré que la France est déterminée à aider le Maroc à obtenir un «*statut avancé*».

### 12-13.04.2008 Espagne

La 12<sup>e</sup> conférence des intergroupes parlementaires «*Paix et liberté pour le peuple sahraoui*» s'est déroulée à Saint Jacques de Compostelle, avec la participation de plus de 60 députés des parlements autonomes. Dans une «*Déclaration de Saint Jacques*» les intergroupes demandent la mise en œuvre du référendum d'autodétermination et la fin de la répression dans les territoires occupés.

### 14.04.2008 Rapport du Secrétaire général

Le rapport rappelle les événements, les activités de l'Envoyé personnel et les activités sur le terrain (activités militaires, lutte anti-mines, assistance aux réfugiés, mesures de confiance, droits de l'homme, administration de la Mission, actes de vandalisme contre des peintures rupestres) depuis le 19 octobre 2007. Relevons que, bien que la MINURSO ne soit pas dotée d'un mandat en matière de droits de l'homme, le Secrétaire général mentionne les rapports des ONG de défense des droits de l'homme concernant les atteintes à divers droits humains dans les territoires occupés. Il écrit que «l'ONU est consciente du devoir qui lui incombe de faire respecter les normes relatives aux droits de l'homme». Il a lancé un appel aux donateurs en faveur du programme d'assistance aux réfugiés, afin de rendre tolérables leurs conditions de vie, ainsi que pour les mesures de confiance, dont la poursuite «risque d'être compromise en l'absence de nouveaux fonds».

Le Secrétaire général estime qu'il faut essayer «de trouver les moyens de sortir de l'impasse politique actuelle en faisant preuve de réalisme et d'un esprit de compromis». «Le renforcement du statu quo n'est pas acceptable», écrit-il, le Maroc et le Front Polisario doivent «engager une phase de négociations plus intenses et portant davantage sur les questions de fond» «sans aucune condition préalable». Il demande de renouveler le mandat de la mission pour six mois, soit jusqu'au 31 octobre 2008.

### 17-20.04.2008 Manu Chao à Dhakla

Le V<sup>e</sup> festival international de cinéma Fisahara 2008 a connu un grand succès. Quelques chiffres: 26 films en compétition, présence de plus de 300 professionnels du 7<sup>e</sup> art, réalisateurs, acteurs, cameramen du monde entier, avec en vedette l'acteur Javier Bardem, lauréat d'un Oscar en 2007.

De nombreuses animations annexes, tables rondes, ateliers pour les jeunes, course de dromadaires et en clôture un concert de Manu Chao ont eu lieu en marge du festival. Finalement les professionnels du cinéma ont appelé à la création d'une association de cinéastes solidaires de la cause de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

### La ville de Sidi Ifni au sud du Maroc est depuis une semaine une ville assiégée !

En réaction à des mouvements sociaux contre la vie chère, les difficultés de la pêche et le chômage des diplômés, plus de 4000 soldats ont été dépêchés sur place pour réprimer de manière violente cette protestation populaire. **Le Maroc revient-il aux années de plomb pour protéger les intérêts de ses généraux enrichis par la pêche et les trafics ?** Les deux rassemblements du 8 et 11 juin à Paris au Trocadéro témoignent de la solidarité des associations maghrébines et françaises face à cette répression aveugle. Des militants sahraouis y étaient aussi présents aux côtés des militants marocains pour leur dire leur entière solidarité.

## 21.04.2008 ONU Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité s'est réuni à huis clos pour discuter du rapport du Secrétaire général sur le Sahara occidental. Peter van Walsum, Envoyé personnel du Secrétaire général, a exposé dans un document sa position personnelle, qui diffère de celle exposée par le Secrétaire général. Il a estimé qu'en l'absence de «*pression sur le Maroc pour qu'il abandonne sa revendication de souveraineté*», un «*Sahara occidental indépendant n'était pas une proposition réaliste*». Il juge nécessaire d'opérer un compromis entre la «*réalité politique*», favorable au Maroc, et «*la légalité internationale*» revendiquée par le Front Polisario.

## 26-27.04.2008 Alger

Un colloque parlementaire international sur «*l'autodétermination des peuples, vecteur de paix et de développement*», a été organisé au siège de l'Assemblée populaire nationale à l'initiative du groupe parlementaire d'amitié et de fraternité algéro-sahraoui. Une quinzaine de délégations étrangères venues d'Europe, d'Amérique latine et surtout d'Afrique, ainsi que des membres de la société civile algérienne veulent élaborer une «*stratégie comportant des démarches pragmatiques*» de soutien au peuple sahraoui, pour «*aller au-delà des déclarations de principe*». Un groupe interparlementaire africain de solidarité avec le peuple sahraoui a été créé et une «*déclaration constitutive*» signée par des parlementaires d'Algérie, d'Afrique du Sud, du Malawi, du Mali, du Mozambique, de la Namibie et du Niger. Le groupe s'est adressé au Conseil de sécurité pour lui demander l'organisation du référendum d'autodétermination.

## 30.04.2008 Résolution du Conseil de sécurité

La résolution reprend les recommandations du rapport du Secrétaire général et celles des deux dernières résolutions. Le Conseil renouvelle le mandat pour une année, alors que le Secrétaire général avait recommandé six mois. Mais derrière les mots se cachent les désaccords.

Il n'y a pas eu d'unanimité. La résolution a été concoctée par le «*groupe des amis du Sahara occidental*» et imposée aux autres membres du Conseil de sécurité. Il n'y a eu aucune volonté d'arriver à un consensus, selon le président Kumalo. Les amendements présentés par l'Afrique du Sud et le Costa-Rica sur les droits de l'homme et le respect du cadre international n'ont pas été acceptés. L'opposition était menée par la France, mais le représentant de la Russie a menacé de mettre son veto technique à la moindre mention aux droits de l'homme dans le projet de résolution, a révélé le Costa Rica.

La notion de «*réalisme*» a été refusée par l'Afrique du Sud, le Costa Rica et Panama, «*car c'est au nom de ce principe même qu'on devrait dire aux Palestiniens d'accepter la situation au Moyen-Orient ou aux Serbes de reconnaître le Kosovo. Il faut veiller à ce que ce réalisme soit imposé... au détriment du Front POLISARIO et au profit du Maroc*». «*Personne ne peut dénier le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui*» «*Appeler au réalisme donne l'impression que c'est la loi plus fort qui l'emporterait*», a fait observer l'ambassadeur d'Afrique du Sud.

Dans un esprit de compromis, l'Afrique du Sud, Panama et le Costa Rica ne se sont pas opposés à la résolution, adoptée à l'unanimité.

# Sahara occidental, chronique ordinaire : résistances et répressions

Dans chaque numéro de Sahara info, nous consacrons un ou plusieurs articles à la situation au Sahara occidental. Ces deux derniers mois, avril et mai, ont été riches en événements qui ont impliqués en direct des militants de notre association et du CORELSO, nous souhaitons y revenir pour en tirer les enseignements, mieux comprendre ce qui se passe au Sahara occidental et comment réagir pour que la situation soit mieux connue et les Sahraouis militants moins isolés.

Dans son numéro de mai «*Corelso-info*» écrit : «*Le 5 janvier 2007, Enaama Asfari, défenseur des droits humains et co-président du Corelso, avait été arrêté à Smara et condamné à deux mois de prison avec sursis. Le 13 avril 2008, il a été de nouveau arrêté à Marrakech par des policiers en civil qui le suivaient en voiture depuis la veille, le 28 avril, il était condamné à une amende et à deux mois de prison ferme. Les violences de la police n'ont fait l'objet d'aucune enquête.*»

**Cette arrestation que beaucoup en France redoutaient, nous a bien sûr émus, alertés et mobilisés au double titre, de la défense d'un militant des droits de l'homme et du soutien à un ami.**

Une sérieuse réaction (CORELSO, AARASD, AFASPA, Droit et Solidarité) s'est mise en place pour intervenir auprès des autorités marocaines mais également françaises afin qu'il soit libéré et avec lui tous les prisonniers politiques sahraouis.

Dans cette rapide et généreuse mobilisation, plusieurs aspects sont à souligner. L'engagement d'abord des associations des droits de l'homme, l'ACAT et Amnesty ont déployé tout leur savoir faire et leur réputation pour accompagner la mobilisation (grâce à une pétition) et demander des comptes à la France et au Maroc quant au respect des droits de l'homme. Ensuite, l'attention d'une équipe d'avocats, pour certains membres de Droit et Solidarité qui depuis deux ans se mobilisent très vite pour être à chaque fois présent dès qu'il y a un procès. C'est une course épuisante car dans la majorité des cas les procès sont reportés, convoqués du jour au lendemain. La justice marocaine qui n'apprécie guère cette présence espère l'épuisement des observateurs !

Enfin, la dimension européenne de cette mobilisation coordonnée par le Birdhso et l'AFAPREDESA qui fonctionne au-dessus des frontières avec internet. Une récente réunion de juristes tenue à Barcelone en avril en porte témoignage.

L'arrestation de Enaama Asfari et sa condamnation avaient un double objectif. Porter atteinte à son image en lui organisant un procès de droit commun aux accusations infamantes et en même temps dérisoires (boisson, coups portés à une femme) et intimider les sahraouis des territoires occupés comme à chaque arrestation ou procès. Il a décidé de faire appel, procès prévu le 16 juin 2008.

L'arrestation de ce militant cache d'autres préoccupations de la police marocaine. En effet, Enaama rentrait ce soir là d'une réunion avec des étudiants sahraouis, scolarisés dans les universités de Marrakech. Leur nombre est évalué à 500, ils font l'objet d'une attention particulière de la part des autorités marocaines qui les empêchent de manifester en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance (comme à Agadir en 2007). **Aussi suivant plusieurs témoignages des petits groupes organisés en milices, formés d'étudiants marocains et sahraouis, encadrés par la police, provoquent, tabassent, s'en prennent aux chambres universitaires des étudiants les moins politisés puis organisent des provocations pour faire arrêter les étudiants connus pour leurs activités en faveur de l'indépendance. La presse marocaine s'empare ensuite de ces situations qu'elle explique comme des batailles entre pro et anti indépendantistes !**

Cette mobilisation étudiante en faveur de l'indépendance qui s'exprime au sud du Maroc est très dangereuse pour le pouvoir, n'est-elle pas susceptible de rejoindre les mobilisations qui existent un peu partout au Maroc et en particulier au sud où se trouvent de nombreux habitants d'origine sahraouie et qui comme à Asrir ou à Sidi Ifni manifestent dans leurs revendications sociales d'une forte solidarité avec les revendications sahraouies en faveur de l'autodétermination. La répression qui vient de s'abattre sur les habitants de Sidi Ifni en ce début de juin en témoigne.

## Expulsion d'une mission française d'observation

Composée de membres de l'Association des Amis de la RASD et du CORELSO et d'une chargée de mission de l'ACAT, cette mission devait se rendre au Sahara occidental à la rencontre des Sahraouis. Contrôlés constamment, leur présence a été jugée comme portant atteinte à l'ordre public, et à ce titre ils ont été expulsés après avoir été arrêtés à Tan-Tan. En fait considérés comme «*les ennemis*» du Maroc suivant les termes d'un policier trop zélé, ils ont eu le grand tort d'assister au procès de Enaama ou d'exprimer trop clairement leur sympathie aux Sahraouis rencontrés.

De retour en France, les membres de la mission n'ont pas manqué de s'adresser à la presse, à leurs élus, choqués par une expulsion injuste et injustifiable au regard du droit. La prudence est de mise au Quai d'Orsay ! Faut-il à ce point respecter la raison d'État quand des citoyens français viennent de subir une injuste mesure d'expulsion alors qu'ils ont simplement dit ce que disent depuis des années toutes les organisations des droits de l'homme ?

# Une solidarité tout azimuth !

**Les mois d'avril et de mai sont propices !  
Les voyages vers les campements s'organisent ainsi que les rassemblements !**

Nous nous sommes d'abord adressés au début d'avril à nos élus européens (8 et 9 avril, une vingtaine de personnes à Bruxelles) et aux institutions de l'Union. Rencontre avec M. Patrick Child, chef de cabinet de la Commissaire Benita Ferrero-Waldner et les responsables des desks Sahara occidental et droits de l'homme de la Commission. Préparée par le comité belge cette journée a été pour certains « au top » et pour d'autre un peu décevante car ne correspondant pas assez à un travail de contact régulier avec les députés. Cependant la présence nombreuse des militants français témoigne de la réelle articulation entre solidarité humanitaire et politique. Les initiatives solidaires permettent aussi en ce début de printemps de s'adresser à l'opinion, d'informer sur le devenir du peuple sahraoui tout en développant les solidarités permettant et démultipliant les actions concrètes de terrain comme l'accueil des enfants sahraouis, les formations et aides dans les campements.

**En essayant de n'oublier personne, le bric à brac au Havre, les repas solidaires à Palaiseau, au Mans, le jus de pomme et le chocolat à Blain et à Limoges, les expos comme**

**celle récemment prêtée par Gonfreville et exposée dans les locaux de la région Pays de Loire, les stands aux fêtes populaires comme à Rezé, à Vitry, à Gonfreville et à Loon-Plage avec le SPF.**

Ces initiatives vont permettre avec l'appui des villes amies et jumelées, du scoutisme et des comités d'entreprise d'accueillir pendant deux mois 120 enfants dont huit jeunes handicapées prises en charge par les « optis » des scouts et guides. D'autres initiatives nous emmènent plus loin, dans les campements de Tindouf et au Sahara occidental, où la dernière mission fut vite raccourcie !

**Les visites pour préparer les accueils d'été avec les comités de Nanterre, Gonfreville, Rezé, Blain, le Camion citerne du Havre, le CLSPS de Limoges etc.** Les formations, santé avec ERM-Pays de Loire, animation avec l'équipe des guides de France, enseignement du français avec l'association Agir abcd Bourgogne et l'appui tout azimuth à Dakhla avec Kareen Mann.

**Deux convois ont traversé l'Algérie ce printemps pour emmener du matériel, celui des guides à Grenoble et celui du Mans vers Haouza. Je leur laisse la parole, avant de la donner dans le prochain numéro au comité de Blain qui découvrirait pour la première fois les campements.**

## Voyage Solidaire d'avril 2008 Comité de la Sarthe AA-RASD



Partis à onze à la suite de deux désistements de dernière minute, nous avons accompli cette traversée du désert algérien plein d'enthousiasme et d'idéalisme à bord d'un camion et sa remorque et de deux 4X4 conduits par des membres de l'association Elgid (Albi). **Notre objectif** : atteindre les campements de réfugiés au sud de Tindouf le plus vite possible, déposer du matériel scolaire, de la papeterie, de la farine et autres produits à Haouza, camp jumelé avec la ville du Mans et ensuite partager un peu de temps avec nos amis sahraouis.

**Notre volonté** : poursuivre le travail du comité de la Sarthe de façon concrète et stimuler l'intérêt local pour ce peuple que nous sommes fiers de défendre. Pour la majorité des voyageurs, ce voyage était le premier de ce genre et l'objectif initial s'est trouvé associé à bien d'autres.

**« Je ne pensais pas que je  
partais pour un voyage aussi  
intense émotionnellement. »**

**Michèle**

## ADHÉSION ET ABONNEMENT 2008

Vous êtes adhérent, vous recevez régulièrement notre journal...

L'année 2008, celle des négociations et de l'affirmation renouvelée de l'intacte détermination des Sahraouis à obtenir leur droit à s'autodéterminer et à être indépendants, mérite tout votre engagement !

**Aussi dès ce journal reçu  
pas d'hésitation !**

**Renouvelez votre adhésion,  
votre abonnement**

Adhérez pour la première fois et aidez nous en vous abonnant à faire vivre ce journal qui donne régulièrement les infos sur la question du Sahara et sur les solidarités en France.

**Suite à son voyage dans les campements sahraouis, Manu Chao les salue chaleureusement sur son site et nous invite à mieux les connaître et à ne jamais les oublier.**

[www.manuchao.net/news/free-saharawi/index.php](http://www.manuchao.net/news/free-saharawi/index.php)

## Sahara Info

**Bulletin de l'Association des Amis de la RASD**  
356, rue de Vaugirard 75 015 Paris

Directeur de la publication : **Francis Jacob**  
Responsable de rédaction : **Régine Villemont**  
Comité de rédaction : **Régine Villemont, Philippe Riché, Marc Hermange, Gaëlle-Anne Dolz, Matthieu Liégeois.**

Photographes : **Eva Tisseyre, Michèle Bunel, Christine Solai**

Mise en page : **Matthieu Liégeois**

Imprimé par Triskel Média

**Juin 2008 « dépôts légal » n° 143**

**prix de l'abonnement : 14 euros**

Numéro de commission Paritaire : **1110 G 87902**

Numéro d'ISSN : **0150-262X**

**Abonnez-vous, 4 numéros par an pour 14 €**  
Recevez toute l'actualité du peuple sahraoui !

**Adhésion 2008 : 14 €, 22 € ou 66 €**  
Devenez un ami de la RASD

Envoyer vos coordonnées et votre règlement à  
(Pensez à séparer l'adhésion et de l'abonnement)

CCP 19 303 94 K PARIS

**AARASD 356 Rue de Vaugirard 75 015 Paris**

Une grande fébrilité règne le jour du départ. Pas-seports en poche et pleins d'essence faits grâce à la Mairie du Mans, nous prenons la route pour Ali-cante convaincus que rien ne peut nous arriver. C'était sans compter sur les ennuis mécaniques, le plus grave d'entre eux survenant **le deuxième jour** en Espagne (un dimanche!). Arbre de transmission cassé. Immobilisation 10 heures Répara-tion effectuée par les pompiers de Burgos et un ami d'Albi venu en urgence apporter des boulons. Alors il faut rouler toute la nuit pour rattraper le temps perdu et le soleil qui nous attend au port sait dissiper les inquiétudes de la veille.

**« Tout au long de ce voyage, malgré les pannes, les contretemps, la fatigue, il y a toujours eu cet esprit de solidarité et d'entraide »**  
**Chantal et Bernard**

Accueillis à Oran par le Croissant Rouge algérien, nous faisons face aux formalités longues mais sans difficultés et une fois l'escorte de gendarmerie arrivée nous reprenons la route en direction de Béchar. Ces escortes vont nous accompagner à l'aller comme au retour. En plus de notre sécurité, les gendarmes emmèreront même Alain chercher du pain à la boulangerie !



Nos bivouacs seront toujours attendus avec beaucoup d'impatience et nos menus – cuisine du sud-ouest – surprendraient plus d'un d'entre vous. Les étapes sont longues, les pauses rares mais les paysages qui défilent sont sources de ravissement. « *Nous voyons des champs de blé, des oliviers, des vignes, des troupeaux de moutons ou de vaches... Des cigognes perchées sur leurs nids ou posées nous regardent passer.* » « *Nous longeons une voie ferrée dans des étendues désertiques, quelques troupeaux de moutons, une zone montagneuse, un peu plus loin patrouille n° 10* »  
**Chantal et Bernard**

Dès que les premières dunes apparaissent, les appareils photos restent hors de leurs étuis. La végétation disparaît et fait place à ce désert inhospitalier où tout semble lunaire. Nous prenons très vite conscience que les sahraouis sont à l'autre bout du monde, loin de tout, isolés. A l'ap-

proche de Tindouf, nous attachons le drapeau de la RASD à l'arrière de la remorque.

Notre arrivée au poste de police de Tindouf est déjà marquée par la fatigue **d'un sixième jour** de voyage depuis Le Mans. Une fatigue très vite oubliée dès que nous apercevons Mohamed Habiballah, chef du Protocole et Mohamed Mahmoud, notre ami de longue date.

Il devient alors difficile de résumer en quelques mots les cinq jours passés dans les campements. Ce sont des rencontres merveilleuses, des visites, des moments passés à réparer le camion, à le décharger et des moments de repos autour du thé. Des désillusions, des coups de gueule mais aussi des moments de bonheur, de plénitude et de partage.



Nous rencontrons le maire d'Haouza et son conseil municipal, ces femmes qui mieux que quiconque savent en quelques mots nous exprimer leur solitude, nous résumer leurs besoins et nous confirmer leur détermination dans la lutte qui les oppose au Maroc. Tous ces messages seront répétés par Khattri Addou, le gouverneur de Smara, qui lors de nos deux rencontres saura nous dire à quel point notre soutien devient nécessaire. Nous aurons également la visite inattendue du Président Mohamed Abdel Aziz qui rappellera à quel point la mobilisation des français s'impose.



Partout où nous sommes passés, avec l'aide inestimable de Mohamed Mahmoud, nous avons laissé des traces et nous avons réappris des gestes. Nos photos nous montrent Josette en train de faire la lessive à la main, Bernard en train de monter une étagère en bois pour accueillir les 1 000 livres offerts par un lycée du Mans, ou encore nous apprenant à transformer de vieux objets en œuvres d'art ! Nous avons découvert, non sans émerveillement, comment on peut, au milieu du désert, faire pousser des légumes ou faire fonctionner une bergerie. Le temps passe très vite et nous devons repren-

dre la route au matin **du onzième jour**. Toujours escortés par la gendarmerie nous sommes remontés vers le nord. Et comme nous aimons l'aventure, François parvient à ajouter la panne d'essence aux ennuis mécaniques et ce, au milieu de nulle part.



Afin d'oublier toutes ces émotions, nous demandons l'autorisation de nous arrêter à Taghit pour une journée de calme et de tourisme. Les dunes, le ksar, la palmeraie et les peintures rupestres furent au programme de **la treizième journée**.

Puis, le lendemain, après un arrêt d'une journée à Boufatis, la ville natale de Philippe, nous repartons pour Oran et quittons l'Algérie au soir du quinzième jour. Nous sommes fatigués mais heureux. Le voyage retour d'Alicante à Toulouse a été des plus silencieux et lorsqu'il a fallu dire au revoir à François, Philippe et Jo qui nous ont conduits dans cette merveilleuse aventure, les cœurs étaient lourds. Nous avons accompli notre mission et avons beaucoup appris.



**« Nous avons fait un voyage d'exception plein d'émotions, de rires et de larmes, de découvertes et de joie. »**  
**Nadine**

Au-delà de notre voyage, il y a les Sahraouis en exil depuis tant d'années. Nous savons que leur regard est toujours tourné vers l'ouest, vers un horizon inconnu et qu'ils ne rêvent que de « *retourner au pays* » car là où nous les avons rencontrés, ils se sentent « *inachevés* » (expression tirée du film « *Une République des sables* » de Cheikh Djemai). « *L'exil m'érode, la négligence du monde m'irrite.* » pourrait être le résumé de leur histoire, de cette histoire qui nous concerne tous et que notre voyage a permis de mieux appréhender. Merci à vous tous qui l'avez rendu possible.

**Nadine Coquillard**